Burundi : des soupçons de corruption sur un marché d'armement se confirment

@rib News, 04/12/2010 â€“ Source AFPUne ONG burundaise de lutte contre la corruption a produit samedi devant la presse un rapport officiel venant Ã©tayer des soupÃ§ons de malversations portant sur environ trois millions de dollars Ã la faveur d'un contrat d'armement entre le Burundi et une sociÃ©tÃ© ukrainienne."Voici le rapport qui a Ã©tÃ© produit par l'Inspection gÃ©nÃ©rale de l'Etat et qui vient confirmer une malversation grave qui a causÃ© un grand prÃ©judice Ã l'Etat et qu'on avait rÃ©vÃ©lÃ©e il y a quelques jours", a annoncÃ© le prÃ©sident de l'Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversations Ã©conomiques (Olucome), Gabriel Rufyiri.
"Selon ce rapport, le montant qui s'est volatilisÃ© est d'environ trois millions de dollars sur un total de prÃ¨s de six millions de dollars, comme on l'avait dÃ©noncÃ©, et les responsables de ce gÃ¢chis ont achetÃ© du matÃ©riel dÃ©fectueux", a poursui M. Rufyiri."Ce document met en cause, comme on l'avait dit, les ministres de la DÃ©fense et des Finances, le gÃ©nÃ©ral Germain Niyoyankana et Clotilde Nizigama, ainsi que le chef d'Ã©tat-major de l'armÃ©e le gÃ©nÃ©ral Godefroid Niyombare et son adjoint le gÃ©nÃ©ral DiomÃ¨de Ndegeya et il recommande que cet argent revienne dans les caisses de l'Etat et que les responsables soient poursuivis", a-t-il ajoutÃ©.Le document de 15 pages est intitulÃ© "RÃ©sumÃ© exÃ©cutif du rapport dÃ©fini de contrÃ´le de la gestion du marchÃ© d'acquisition du matÃ©riel (militaire) auprÃ¨s de la sociÃ©tÃ© Cranford trading (inc) par l ministÃ¨re de la DÃ©fense nationale et des anciens combattants durant la pÃ©riode 2008-2010".Le rapport de l'Inspection gÃ©nÃ©rale "recommande (...) le recouvrement par toutes voies lÃ©gales" des montants dÃ©tournÃ©s ainsi que "des actions correctives et une poursuite judiciaire" Ã l'endroit des responsables prÃ©sumÃ©s."Nous demandons au prÃ©sident Pierre Nkurunziza qu'il prenne les mesures adÃ©quates, comme recommandÃ© par l'Inspection gÃ©nÃ©rale. Ce sera dans la suite logique de la tolÃ©rance zÃ©ro contre la corruption qu'il a dÃ©clarÃ©e lors de son investiture" en septembre, a appelÃ© M. Rufyiri. Selon des sources concordantes, la sociÃ©tÃ© ukrainienne est un fournisseur rÃ©gulier de matÃ©riel militaire pour l'armÃ©e burundaise.S'appuyant sur des documents internes Ã l'armÃ©e burundaise, l'Olucome avait dÃ©noncÃ© ces malversations la semaine derniÃ¨re. Le porte-parole du ministÃ¨re de la DÃ©fense et de l'armÃ©e, le colonel Gaspard Baratuza, avait alors refusÃ© de commenter ces accusations, expliquant que le dossier n'avait pas encore Ã©tÃ© portÃ© Ã sa connaissance.L'Olucome a dÃ©jÃ rÃ©vÃ©lÃ© plusieurs scandales financiers dont la vente illicite d'un avion prÃ©sidentiel en 2006.Le vice-prÃ©sident de l'ONG, Ernest Manirumva, avait Ã©tÃ© tuÃ© Ã coups de couteau en avril 2009. La sociÃ©tÃ© civil accusÃ© plusieurs responsables de la police d'avoir organisÃ© cet assassinat toujours non rÃ©solu. L'actuel prÃ©sident de l'association a souvent Ã©tÃ© menacÃ© de mort et a dÃ©jÃ Ã©tÃ© emprisonnÃ© Ã plusieurs reprises.Le Burundi, qui sort d'u longue guerre civile, a Ã©tÃ© classÃ© parmi les dix pays les plus corrompus au monde par Transparency international.